

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

Assignation en refere

Date : 12 juin 2025

Ref. Dossier : 2025/456/RF

PARTIES :

Demandeur :

Monsieur Jean DURAND

Domicilie au 28, rue de la Republique 75003 Paris

Represente par Me Sophie LEGRAND, Avocate au barreau de Paris

Defendeur :

SARL LE COMPTOIR DU MARBRE

Siege social : 14, avenue des Champs 75008 Paris

Representee par Me Adrien MARTIN, Avocat au barreau de Paris

OBJET :

Assignation en refere aux fins de cessation de travaux non autorises et indemnisation provisionnelle pour trouble manifestement illicite.

EXPOSE DES FAITS :

- Le 3 avril 2025, la societe LE COMPTOIR DU MARBRE a entrepris des travaux de percement dans un mur mitoyen sans laccord prealable de Monsieur DURAND, coproprietaire de limmeuble.
- Ces travaux ont cause des infiltrations deau dans lappartement du demandeur, comme constate par huissier le 5 avril 2025 (piece n2).
- Malgre plusieurs mises en demeure (piece n3), la societe defenderesse na cesse ni repare les dommages causes.

MOTIFS :

Aux termes de l'article 835 du Code de procédure civile, le président du tribunal judiciaire peut ordonner en référé toutes mesures pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

En l'espèce, les travaux effectués sans autorisation et ayant entraîné des dommages caractérisent un trouble manifestement illicite.

PAR CES MOTIFS,

Il est demandé au juge des référés de :

- Ordonner la cessation immédiate des travaux,
- Condamner la société défenderesse à verser à Monsieur DURAND la somme provisionnelle de 4 000 ,
- Fixer une astreinte de 200 /jour de retard,
- Condamner la société défenderesse aux dépens.

PIECES COMMUNIQUEES :

- Titre de propriété de Monsieur DURAND
- Constat dhuissier du 5 avril 2025
- Courriers de mise en demeure des 10, 15 et 20 avril 2025
- Devis de réparation émis par la société RENOVBAT